



COMMUNIQUÉ

Montreuil, le 05 avril 2018

RÉFORME DU FERROVIAIRE

LA DIRECTION DE LA SNCF APPELLE LES CADRES À LA SOLIDARITÉ « AVEC LE TERRAIN » POUR CASSER LA GRÈVE !

La DRH de la SNCF demande aux Directeurs d'établissement d'appliquer des mesures illégales afin de démobiliser les cheminots. De nombreux responsables refusent ces injonctions contraires à leur éthique. Cette diversion sur la forme de la lutte ne doit pas masquer le fond des revendications.

De nombreux cadres, même s'ils ne s'inscrivent pas (encore) dans le mouvement social engagé, refusent de quitter leur poste de travail pour aller remplacer les grévistes ! « **A-t-on le droit de m'envoyer en gare ?** » demandent-ils.

La fréquence de cette question a motivé une déclaration de Guillaume Pepy. Il affirme que « les cheminots travaillant (pendant la grève) ont besoin d'être soutenus, que ce soutien d'un cadre de direction, gilet rouge (un temps) est un beau geste ». Et de renchérir sur le fait que « ce sont de belles histoires que ces rencontres entre les agents et des cadres de direction, et les gens du terrain sont contents ! »

Après la réapparition dans les discours des dirigeants, des notions de service public et d'usagers à chaque mouvement social, nous assistons maintenant à leur redécouverte du personnel opérationnel et de tout l'intérêt d'un management de proximité solidaire !

La Fédération CGT des cheminots déplore vivement que cette posture n'inspire pas au quotidien les décisions de ces mêmes dirigeants dans leur conduite de l'entreprise et n'éclaire pas d'un autre jour leurs choix exclusivement financiers et technocratiques ! Les cadres en proximité pour « soutenir » (autrement dit remplacer) le personnel opérationnel, il fallait oser ! **Nos dirigeants, mis en difficulté par l'exaspération des agents, en appellent à une notion de solidarité singulièrement pervertie...**

La solidarité, la vraie, prend un cours nouveau, les temps changent !

Guillaume Pepy, les hauts dirigeants de l'entreprise, affichent des positions dures, « zéro tolérance » avec les débordements qui pourraient avoir lieu pendant la grève. Il n'y aurait « qu'un seul préavis car il n'y a qu'un seul motif de grève » martèle le Président, « les grévistes doivent assumer ! » **Encore faudrait-il qu'en matière de débordements, la direction commence par rester dans le lit de la Loi et ne la détourne pas pour satisfaire un esprit revancharde qui ne fera que mettre de l'huile sur le feu !**



Soucieux de respecter avant tout la Loi, dans un esprit de neutralité, conforme à l'indépendance d'esprit au service de l'intérêt général que confère le Statut, **des DRH ont refusé d'appliquer des directives illégales** sur les retenues des jours de grève. Ils expriment également leurs inquiétudes sur l'avenir de l'entreprise et du mode ferroviaire et ne veulent pas participer à leur enterrement en soutenant cette réforme dogmatique et la parodie de concertation.

Les cheminots de tous collèges se retrouvent ainsi dans une véritable solidarité pour refuser le tunnel sans fin de l'austérité, les restructurations permanentes, le « **bashing** » anti-cheminots impulsé et nourri d'en haut et **défendre un service public de qualité à nos concitoyens.**

Quant à la tentation de tordre le bras à la Loi, la direction devrait y prendre garde. Déjà, des cheminots grévistes ont obtenu réparation par la justice de retenues effectuées en 2016 avec **remboursement des retenues illégales et paiement des frais d'avocats par l'entreprise** ! Si la direction persiste, d'autres suivront !

Cheminots de tous collèges, de tous Statuts, refusons la casse de l'entreprise publique.

Face à cette posture dogmatique du comité exécutif bien à l'abri dans ses « bunkers » qui expose sa ligne hiérarchique, nous invitons l'encadrement, notamment celui de proximité, à **se tourner vers les élus UFCM-CGT pour les accompagner, les aider, voire poser la problématique du prêt de main d'œuvre illicite.**

Portons de véritables alternatives : Ensemble pour le fer.

**Inscrivons-nous massivement dans le mouvement
des 8 et 9 avril 2018.**